

Hin 3A13b 2012-13 Sujet de rédaction

En Inde, la "marche pour la justice" de milliers de pauvres Le Monde.fr, AFP, 03.10.2012

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays, dont des membres de tribus et des *dalits* ("intouchables"), ont entrepris, mercredi 3 octobre, une marche de 350 km vers New Delhi pour réclamer un droit à la terre et dénoncer la précarité de leurs conditions de vie, en marge du développement économique.

Cette "marche pour la justice" a été lancée depuis la ville de Gwalior, dans le centre du pays, et elle devrait s'achever à New Delhi dans vingt-six jours, a indiqué l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans terre.

"Quelque 35 000 personnes étaient à Gwalior et lorsque la marche atteindra New Delhi, nous espérons que le nombre aura atteint 100 000", a déclaré le porte-parole de cette organisation, Aneesh Thillenkari.

La première marche de ce type, organisée en 2007, avait été suivie par 25 000 personnes, dont des paysans criblés de dettes réclamant le droit à un accès à la terre et aux moyens de subsistance pour produire de la nourriture. Onze personnes étaient mortes sur la route.

"Nous demandons que les terres agricoles soit utilisées exclusivement pour l'agriculture et nous voulons une politique de réformes agraires, qui n'existe pas actuellement", a déclaré M. Thillenkari.

"Lorsque les pauvres veulent des terres, le gouvernement central dit que c'est un problème qui relève du gouvernement local. Or le gouvernement central acquiert des terres pour un usage industriel ou pour mettre en place des zones économiques spéciales", a-t-il dénoncé.

Avant que s'élancent les marcheurs, composés de paysans, de membres de la tribu Adivasi et des dalits, le fondateur d'Ekta Parishad, PV Rajagopal, a rappelé à l'auditoire que cette initiative était une lutte *"pour la dignité, la sécurité et l'identité"*.

De nombreuses franges de la population se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie ou d'être sacrifiées sur l'autel du libéralisme. Environ 73% de la population de 1,2 milliard d'habitants vivent grâce à l'agriculture.

De nombreux projets industriels d'envergure ont été repoussés ou purement abandonnés ces dernières années pour cause de différends avec les populations locales concernant l'acquisition foncière.

Inde : la "marche pour la justice" conclue par la signature d'un accord Le Monde, 11.10.12

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays ont mis fin à leur *"marche pour la justice"* entamée voici huit jours après avoir signé jeudi 11 octobre un accord avec le gouvernement pour la mise en place de réformes agraires, a indiqué un porte-parole des organisateurs.

Environ 35 000 personnes, dont des paysans, des *"intouchables"* et des membres de tribus, avaient entamé cette *"marche pour la justice"* de 350 km le 3 octobre à Gwalior (centre) et devaient rallier New Delhi vingt-six jours plus tard.

Ils entendaient protester contre leur mise à l'écart du développement économique et réclamer des réformes agraires leur garantissant un accès à la terre et à l'agriculture dans un contexte d'expansion industrielle.

"Nous avons arrêté notre marche parce que le gouvernement a signé un accord avec nous", a déclaré Aneesh Thillenkery, un porte-parole de l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans-terre.

Selon la copie d'un document vue par l'AFP, le gouvernement fédéral s'est engagé à plancher sur une politique de réformes agraires et à faire pression auprès des gouvernements locaux, l'allocation de terres étant leur prérogative, pour aider les populations marginalisées.

L'une des clauses centrales de la nouvelle politique consiste à inclure le droit au logement pour chaque famille pauvre et sans-terre dans le cadre de la justice sociale, au même titre que le droit à l'éducation ou le droit à l'information, ont indiqué les organisateurs.

De nombreuses franges de la population de 1,2 milliard d'habitants, dont 73 % vivent grâce à l'agriculture, se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie et d'être sacrifiées au détriment de projets industriels. Une première *"marche pour la justice"* en Inde, organisée en 2007, avait été suivie par 25 000 personnes, dont des paysans criblés de dettes réclamant un accès à la terre.